



**Nabill Koukoci**  
41 ans  
Dir. de service jeunesse



**Jean-Pierre Cabannes**  
66 ans  
Retraité de l'enseignement



**Martine Hlubovic**  
64 ans  
Retraîtée



**Nadine Poinsot**  
65 ans  
Psychologue



**Melvin Chatelain**  
18 ans  
Étudiant en Maths Sup

## La sécurité routière

### NADINE POINSOT

Plusieurs signes négatifs sont apparus pour la sécurité routière, comme le passage à une amende forfaitaire pour les défauts d'assurance et de permis. Que comptez-vous faire ?

Aujourd'hui nous sommes encore à 3 469 morts sur les routes de France. C'est le même nombre que l'année précédente. Mais une stabilité, c'est un échec. L'objectif est de passer à moins de 2000 en 2020. La chose qu'il faut avoir en tête, c'est que pour un mort, il y a 7 blessés. Il faut donc multiplier 3 469 par 7 pour avoir le total des dégâts, et là je ne parle pas des familles à côté. C'est une hécatombe dans notre pays ! C'est pour cela qu'il faut prendre les décisions, toujours en se posant qu'une seule question : ce n'est pas la gêne que cela va entraîner, c'est le résultat qu'on en espère.

Les stages de récupération de points s'apparentent de plus en plus à une formalité qu'on se contente de payer sans vraie efficacité.

J'ai demandé que l'on renforce le contrôle sur les organismes qui font notamment les stages de récupération de points. Parce que le stage ne peut pas être simplement donner un chèque. Je vais même plus loin, je souhaite qu'il soit quasiment individualisé, c'est-à-dire que l'on sache pourquoi une personne fait ce stage. On n'a pas le même examen à faire passer suivant que le permis a été enlevé parce qu'il y avait de la conduite en état d'ébriété, qu'il y avait des excès de vitesse... Vous pourriez me dire que cela coûte cher de lutter contre l'insécurité routière. Le coût estimé pour notre pays, c'est 20 MdsC. C'est très cher.

### MARTINE HLUBOVIC

Vous en avez fait, vous, des stages de récupération de points ?

Non. Parce que vous avez un chauffeur !

J'ai été élu pendant trente ans en conduisant ma voiture moi-même. C'est vrai qu'ils ne me laissent plus conduire et, pour tout vous dire, cela me manque. J'ai fait deux stages de récupération, mais les gens disent : « J'ai perdu mon temps pendant deux jours. » Un monsieur faisait le stage en même temps que moi pour avoir grillé un stop et il a dit : « Je m'en fous, les stop, de toute façon, je les grille. » Eh bien, moi, je suis la directrice du stage, je ne lui rends pas ses points !

Si je suis l'organisateur du stage, je ne lui rends pas ses points non plus. Donc, il faut regarder pourquoi on les lui enlève. Sur l'amende forfaitaire, l'idée c'est une sanction immédiate quand il y a, ce qui est trop souvent constaté, défaut de permis ou défaut d'assurance. Je vais faire une grande campagne de sensibilisation sur cette question, aussi parce qu'elle entraîne une dérive dangereuse pour les usagers et dangereuse pour les forces de police : l'augmentation des refus d'obtempérer. J'ai de multiples exemples d'accidents qui auraient pu être, pour certains, très graves, venant de personnes qui n'avaient rien d'autre à se reprocher qu'un défaut d'assurance ou un défaut de permis.

Que faites-vous avec l'argent des radars ?  
Le budget de la lutte contre l'insécurité dans notre pays est de 3 MdsC. Les amendes : 900 MdsC. Vous voyez, l'Etat consacre beaucoup plus que le simple produit des radars ! Si la question était : vous bouchez les fins de mois et vous faites fonctionner tout l'appareil d'Etat avec le produit des amendes ? Non.



En matière de politique, Bruno Le Roux dit avoir beaucoup appris de Pierre Mauroy.

## L'homme et le ministre

“  
QUEL INTÉRÊT AURAI-JE À APPRENDRE SUR M. FILLON CE QUI VA ÊTRE PUBLIC DEUX HEURES, DEUX JOURS OU DEUX SEMAINES PLUS TARD ?”

### MARTINE HLUBOVIC

Pourquoi avoir accepté ce poste de ministre de l'Intérieur à six mois de la fin ?  
D'abord, parce que je ne suis jamais sûr de la fin ! Lorsqu'on vous propose, en tant qu'élu, d'être ministre de la République, vous acceptez. Surtout s'agissant d'un poste dont vous aviez envie, pour lequel vous pensez être préparé. Croyez bien que je prendrai des décisions jusqu'au dernier moment et qu'elles engageront pour la suite, s'agissant de l'adaptation du système de renseignement, de la réforme des préfectures ou de la mise en place des instances de l'islam de France.

Y a-t-il une continuité dans ce qui a été décidé par votre prédécesseur ou avez-vous décidé de tout chambouler ?  
Bernard Cazeneuve, désormais Premier ministre, m'a donné des objectifs clairs. D'abord protéger le territoire des attaques. Cette première responsabilité m'occupe du matin au soir. Pour autant, j'ai initié depuis d'autres chantiers, notamment je vous le disais à l'instant, dans le domaine du renseignement.

### JEAN-MICHEL DÉCUGIS

Le ministre de l'Intérieur est-il, comme on le dit, l'homme le mieux renseigné de France ?  
Je suis destinataire des informations sur les événements qui surviennent en France avant qu'ils soient connus publiquement. Ce qui me permet

d'évaluer à tout moment les effets à mettre en œuvre. Je suis aussi destinataire d'un certain nombre d'informations confidentielles, qui ont trait notamment à la lutte antiterroriste. Ce qui me permet notamment de donner une autorisation d'intervention, ou d'autoriser la surveillance pour contribuer au démantèlement d'un réseau et l'arrestation d'individus.

### ÉRIC PELLETIER

Et des informations plus sensibles aussi ? On pense au couple Fillon...

Non, le renseignement politique n'existe plus aujourd'hui. Et c'est heureux ! Quel intérêt aurais-je à apprendre sur M. Fillon ce qui va être public deux heures, deux jours ou deux semaines plus tard ?

### JEAN-PIERRE CABANNES

Quel est votre modèle parmi les anciens ministres de l'Intérieur ?

En politique, j'ai beaucoup appris de deux personnes qui ne sont pas des ministres de l'Intérieur. Pierre Mauroy, pour sa vision de l'avenir. Et Gilbert Bonnemaison, un élu particulièrement investi sur les questions de sécurité. J'ai, par ailleurs, beaucoup d'admiration pour Pierre Joxe qui, le premier à gauche, a accordé une importance à ces questions de sécurité. Je me situe, enfin, dans une continuité programmatique avec Manuel Valls et Bernard Cazeneuve.

## Cannabis : répression ou légalisation

### NADINE POINSOT

Que pensez-vous des propositions de M. Hamon sur la dépénalisation du cannabis ?

La question du cannabis, cela dépend comment on la pose. La plupart des trafics dans les quartiers sont des trafics de cannabis, d'héroïne, de cocaïne... On voit bien qu'il y a un commerce et qu'on a du mal à l'enrayer parce que, quand on monte des opérations de démantèlement, les réseaux ont tendance à se reconstituer. On a saisi l'an dernier 62 M€ d'avoires criminels liés aux stupéfiants. Cela veut dire quelque chose d'efficace. Et il y a un problème de santé publique. Je n'ai aucune étude qui me dise que si on était en consommation autorisée, cela n'aurait pas de conséquence. Ces produits sont nocifs. Je suis contre l'abaissement du débat sur ces questions qui fait que quand l'on dit légalisation, et je peux comprendre les arguments de Benoît Hamon, les autres répondent laxisme. Pour moi la question est : quel est le but recherché ? C'est la fin des trafics et la santé publique préservée. Faut-il en passer par la légalisation ? Je ne crois pas.

### JEAN-PIERRE CABANNES

Néanmoins, n'est-ce pas l'interdit qui crée le trafic ? Certains boivent du Ricard, pourquoi pas du haschisch ?  
La vous dépassez mes compétences sur la capacité que j'ai à classer les produits. Pour l'instant, je pars de ce qui est autorisé et ce qui ne l'est pas. Quand on boit trop, ce n'est pas autorisé et il faut le contrôler. Je peux participer au débat public, mais ensuite c'est une question qui dépend d'autres dimensions, notamment la santé publique. En l'absence de nouvelle décision, ma responsabilité est de faire respecter la loi, et en matière de stupéfiants, il y a une loi et ce qu'on attend de moi c'est qu'elle soit respectée, ce qui demande beaucoup de travail.

“  
LA CHOSE QU'IL FAUT AVOIR EN TÊTE, C'EST QUE POUR UN MORT, IL Y A 7 BLESSÉS. C'EST UNE HÉCATOMBE DANS NOTRE PAYS !”



LOUIS-JEAN GEORGES

“  
EN MATIÈRE DE STUPÉFIANTS, IL Y A UNE LOI ET CE QU'ON ATTEND DE MOI, C'EST QU'ELLE SOIT RESPECTÉE”